

**SYNDICAT DES EAUX
DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE**
Département de la Haute-Savoie

ENQUETE PUBLIQUE
du 06 septembre au 07 octobre 2022

**ENQUETES CONJOINTES
PRÉALABLE A LA REITERATION DE L'UTILITÉ PUBLIQUE
ET PARCELLAIRE
DES CAPTAGES D'EAU**

- « Chez Donat », « La Joie », « Les Vernes »,
situés sur la commune de de LA MURAZ
- « Forages de Scientrier »,
situés sur la commune de SCIENTRIER

RAPPORT D'ENQUÊTE PARCELLAIRE

Philippe GAMEN
Commissaire-enquêteur

Le présent document comporte 11 pages indissociables et 3 annexes

TABLE DES MATIERES

1. PREAMBULE	3
1.1 OBJET DE L'ENQUETE	3
1.2 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES	3
2. DEROULEMENT DE L'ENQUETE	4
2.1. DESIGNATION DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR	4
2.2. PUBLICITE	4
2.3. NOTIFICATIONS AUX PROPRIETAIRES	4
2.4. MODALITES DE LA PROCEDURE	5
2.5. CONDITIONS ET CHRONOLOGIE D'EXECUTION DE LA PROCEDURE	5
2.6. CONFORMITE DU DOSSIER PRESENTE	6
3. BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE	6
4. BILAN ET NATURE DES OBSERVATIONS DE L'ENQUETE PARCELLAIRE	6
4.1. OBSERVATIONS ECRITES ET ORALES RETRANSCRITES AU REGISTRE :	6
4.2. OBSERVATIONS ECRITES OU ANNEXEES AU REGISTRE :	7
5. ANALYSE ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :	7
5.1. ANALYSE ET AVIS DETAILLE DES OBSERVATIONS CONSIGNEES AU REGISTRE	7
5.1. SYNTHESE DES AVIS DES SERVICES INSTRUCTEURS	8
5.2. AVIS SUR LE PROJET	8
6. CONCLUSIONS DU RAPPORT D'ENQUETE	10

1. PREAMBULE

1.1 OBJET DE L'ENQUETE

L'enquête relative au présent rapport a eu pour objet l'enquête parcellaire en vue de l'acquisition foncière par le Syndicat des Eaux des Rocailles et de Bellecombe, des périmètres de protection immédiate des captages d'eau « Chez Donat », « La Joie », « Les Vernes » situés sur la commune de LA MURAZ et des « Forages de Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER.

Elle a été menée conjointement, pour chacun de ces captages, à une enquête préalable à la réitération de l'utilité publique pour ces mêmes captages et forages. Cette dernière fait l'objet de ma part, d'un « Rapport d'enquête » et de « Conclusions motivées » séparés.

1.2 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES

Le projet est soumis aux lois et réglementations suivantes :

- ⇒ Code de l'environnement, notamment l'article L211-1 relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, les articles L214-1 à L214-6 relatifs aux régimes d'autorisation ou de déclaration et l'article L215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales ;
- ⇒ Code de la santé publique et notamment les articles L1321-2 et L1321-3 ; dans sa partie réglementaire, notamment les articles R1321-1, R1321-6, R1321-7 R1321-13 ;
- ⇒ Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique

D'autre part le projet a fait l'objet :

- D'un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique n° DDAF-B/3- 96 en date du 23 janvier 1996 ;
- D'une délibération en date du 08/12/2021 par laquelle le Syndicat des Eaux des Rocailles et de Bellecombe a demandé qu'il soit procédé à l'enquête préalable à la réitération de l'enquête publique et parcellaire complémentaire pour les captages d'eau objet de la présente enquête et s'engageant à créer les ressources nécessaires à la réalisation de l'opération ainsi qu'à l'entretien et à la surveillance des ouvrages et des périmètres.

2 dossiers distincts ont été proposés à l'enquête publique :

- 1 dossier concernant l'enquête préalable pour la réitération de l'utilité publique
- 1 dossier concernant l'enquête parcellaire

Le dossier concernant l'enquête préalable pour la réitération de l'enquête publique a comporté les pièces suivantes :

- 1 - Note explicative
- 2 - Estimations dépenses
- 3 - Plan de situation

Le dossier concernant l'enquête parcellaire a comporté les pièces suivantes :

- 1 - Plan parcellaire
- 2 - État parcellaire

De plus, un dossier intitulé dossier administratif a comporté les pièces suivantes

- 1 - Délibération (s)
- 2 - Arrêté ouvrant l'enquête

Les dossiers ont été établis par TERACTION dont le siège social se situe à Annecy.

Vérification par mes soins de la régularité de forme vis à vis de la réglementation en vigueur et du dossier consultable pendant l'enquête.

Par arrêté préfectoral n° 2022-24 en date du 29 juin 2022, Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie a prescrit l'ouverture d'une enquête publique conjointe, d'une durée de 31 jours calendaire, du mardi 6 septembre 2022 à 14h00 au vendredi 07 octobre 2022 à 17h30.

2. DEROULEMENT DE L'ENQUETE

2.1. DESIGNATION DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

Faisant partie de la liste départementale des personnes susceptibles d'exercer, en 2022, les fonctions de Commissaire-Enquêteur ou de membre de commission d'enquête publique, j'ai été sollicité, par les services du Tribunal Administratif de Grenoble, en vue d'une désignation en tant que Commissaire-Enquêteur.

M'étant assuré du type d'enquête proposé, du territoire concerné, de mon indépendance par rapport au projet et après avoir jugé de l'absence d'intérêts directs ou indirects que je pouvais avoir avec le projet, j'ai décidé d'en accepter les fonctions.

Les dates d'ouverture et de fermeture de l'enquête ont été choisies en tenant compte des délais de parution dans la presse.

Un courrier de confirmation et de nomination, en date du 11/05/2022, m'a été notifié par le Tribunal Administratif de Grenoble.

2.2. PUBLICITE

Conformément à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'ouverture des enquêtes conjointes, un avis d'enquête établie par les soins du préfet a été affiché en mairies de Muraz et Scientrier 8 jours au moins avant le début des enquêtes et pendant toutes leurs durées. L'accomplissement de cette formalité a été justifié par un certificat de publication d'affichage délivré par le maire.

Voir pièces annexées

Un avis au public faisant connaître l'ouverture des enquêtes conjointes a été publié par les soins de Monsieur le Préfet, 8 jours au moins avant de début des enquêtes et rappelé dans les 8 premiers jours dans 2 journaux régionaux ou locaux habilités à publier des annonces judiciaires et légales, diffusés dans le département de la Savoie, à savoir :

- . Le Dauphiné Libéré, les 25/08/2022 et 08/09/2022
- . Le Messager Genevois, les 25/08/2022 et 08/09/2022.

Voir pièces annexées

2.3. NOTIFICATIONS AUX PROPRIETAIRES

Conformément à l'article 7 de l'arrêté d'ouverture des enquêtes et au code de l'expropriation, le dépôt du dossier des enquêtes parcellaires dans les Mairies de La Muraz et de Scientrier a été notifié individuellement par la société TERACTEM pour le compte du Syndicat des Eaux des Rocailles et de Bellecombe, avant l'ouverture des enquêtes, aux propriétaires et ayants droits intéressés, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception.

En cas de domicile inconnu, la notification a été faite en double copie au maire qui en a fait afficher une et le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural. Un certificat du maire a attesté de l'accomplissement de cette formalité.

Voir pièces annexées

Au total, 14 propriétaires étaient concernés par l'ensemble des périmètres de protection des captages et forages.

Notifications de l'arrêté d'ouverture des enquêtes leur ont été faites par lettres recommandées avec demande d'accusé de réception, en date du 11/07/2022.

6 des propriétaires ont accusé réception du courrier.

8 n'ont pas accusé réception, avec pour motif « Destinataire introuvable à l'adresse indiquée » ou « A déménagé » ou « Refusé » ou « Pli avisé et non réclamé ».

Il s'agit de :

- GYGER Odile Mélanie
- GYGER Lucien Jesse
- GYGER Marcel Georges
- MUGNIER Marcel
- SUCCESSION de GAILLAND Louise
- ULMANN Michel Pierre
- ULMANN Nicole
- André MEGEVAND Paul

De plus, TERACTEM a demandé à un huissier de justice (Chezeaubernard des Savoie à Annecy) de signifier aux 8 personnes les courriers de notification qu'ils n'ont pu recevoir. Ce qui a été fait courant août.

2.4. MODALITES DE LA PROCEDURE

*** Période et lieu de l'enquête :**

L'enquête s'est déroulée du 06 septembre au 07 octobre 2022.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'ouverture des enquêtes conjointes, le dossier a été déposé en mairies de Muraz et de Scientrier pendant toute la durée de l'enquête.

*** Consultation et observations du public :**

Le public a pu prendre connaissance du dossier aux jours et heures d'ouverture de la mairie (sauf jours fériés) et consigner le cas échéant, ses observations sur les registres tenus à disposition dans les mairies de La Muraz et de Scientrier, pendant toute la durée de l'enquête.

D'autre part, le public a eu la faculté de faire parvenir ses observations, par lettre adressée à l'attention du commissaire-enquêteur en mairie de La Muraz ou de Scientrier ou par voie électronique à l'adresse suivante, dédiée pour cette enquête : enqueteperimetres@s-rb.fr

*** Dates et heures des permanences du Commissaire Enquêteur :**

Conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'ouverture des enquêtes conjointes, le commissaire enquêteur s'est tenu, en personne, à la disposition du public,

- En mairie de La Muraz les :
 - . Vendredi 16/09/2022 de 13h30 à 16h00
 - . Vendredi 07/10/2022 de 13h30 à 16h00
- En mairie de Scientrier les :
 - . Vendredi 16/09/2022 de 16h30 à 17h30
 - . Vendredi 07/10/2022 de 16h30 à 17h30

2.5. CONDITIONS ET CHRONOLOGIE D'EXECUTION DE LA PROCEDURE

Par courrier, en date du 11 mai 2022, le Tribunal Administratif de Grenoble, m'a adressé une expédition de la décision par laquelle son Président me désignait en qualité de Commissaire Enquêteur pour les enquêtes conjointes susvisées.

Le 06 juillet 2022, une réunion, au siège de TERACTEM à Annecy, m'a permis de prendre connaissance des dossiers qui devaient être présentés aux enquêtes conjointes. Un exemplaire complet du dossier m'a été remis en mains propres à cette occasion.

D'autre part, j'ai paraphé les deux registres d'enquêtes ainsi que les exemplaires des dossiers qui ont été déposés en mairie pendant la durée de l'enquête pour consultation du public. Ce même jour, j'ai visité les captages accompagné du responsable de TERACTION et d'un technicien du Syndicat des Eaux des Rocailles de de Bellecombe.

Par courriel en date du 10 octobre 2022 TERACTION m'a communiqué le tableau récapitulatif des courriers de notification d'ouverture des enquêtes conjointes faits aux propriétaires concernés par les périmètres de protection de captages, ainsi que le certificat du maire attestant de l'affichage en mairie des courriers non parvenus aux destinataires.
Voir pièces annexées

Par courriel en date du 11 octobre 2022 les services du Syndicat des Eaux des Rocailles et de Bellecombe m'ont informé qu'aucune observation n'avait été reçue par courriel à l'adresse électronique dédiée, pendant la durée des enquêtes.

D'une manière générale, je n'ai constaté aucun incident pendant l'enquête susceptible de compromettre son bon déroulement.

2.6. CONFORMITE DU DOSSIER PRESENTE

- ⇒ Sur la forme : aucune observation du public, ni de ma part.
 - ⇒ Sur le fond : aucune observation du public ni de ma part.
- Le dossier présenté était suffisamment clair et précis

3. BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE

Ce type de projet n'est pas soumis à concertation préalable obligatoire. Toutefois, des échanges et rencontres ont eu lieu préalablement à l'enquête entre le Syndicat et Monsieur VIRET Michel, propriétaire de certaines parcelles affectées par les périmètres de protection du captage de « Chez Donat » en vue de l'acquisition des parties de parcelles du périmètre de protection immédiate.

4. BILAN ET NATURE DES OBSERVATIONS DE L'ENQUETE PARCELLAIRE

4.1. OBSERVATIONS ECRITES ET ORALES RETRANSCRITES AU REGISTRE :

Observation n°1 : M. LAVERGNAT Jacques :

A souhaité savoir si ses parcelles situées à proximité des captages de « Les Vernes », « La Joie » et « Chez Donat » étaient concernées par les périmètres de protection projetés.

Observation n°2 : M. et Mme VIRET Michel :

Remise en mains propres d'un courrier d'une page recto avec 2 annexes au format A3 et explications orales de la part de M. VIRET : à savoir :

Est propriétaire des parties de parcelles cadastrées A377, A574 et A807 à acquérir dans le périmètre de protection immédiate du captage de « Chez Donat ».

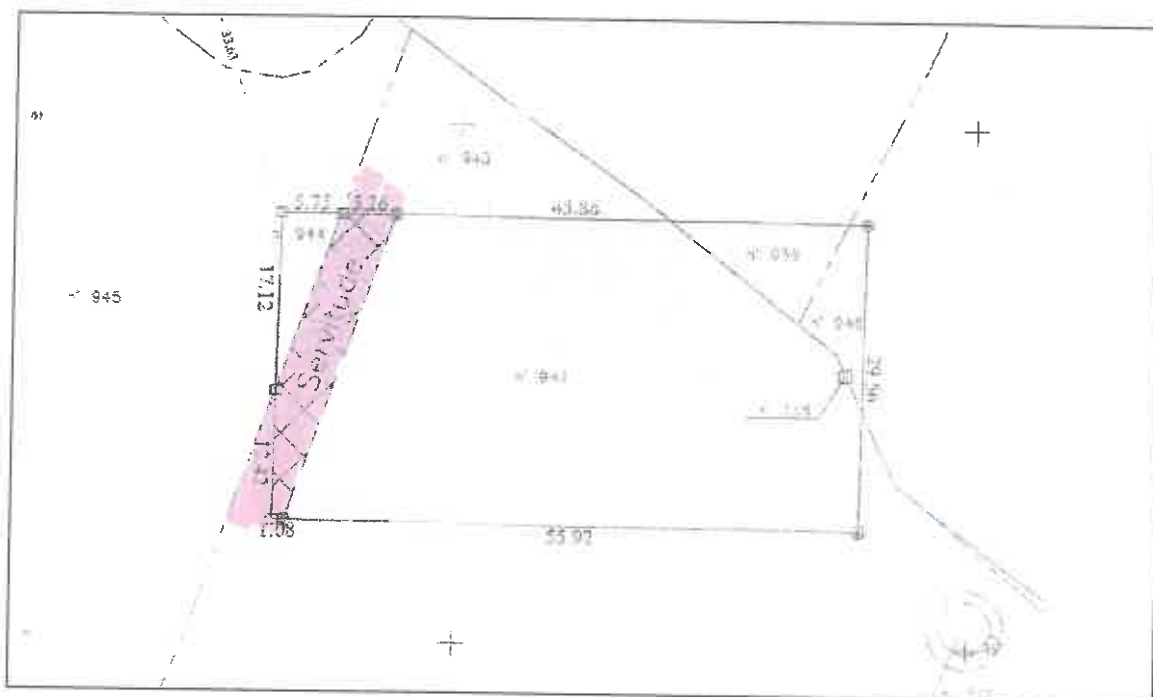
Il dit avoir eu des échanges avec les services du Syndicat des eaux dès la première enquête publique. Il dit avoir toujours été favorable à la protection des eaux du captage et à la cession à l'amiable de ses parcelles mais sous certaines conditions.

Depuis, il dit qu'aucune suite n'a été donnée à ses propositions.

Dans le cadre de cette nouvelle enquête publique, il se redit toujours favorable à une cession amiable en posant les 3 conditions suivantes :

- Qu'on lui laisse un droit de passage de 6 mètres de large pour accéder à ses parcelles cadastrées ex-A940 (re-cadastrée A377P2) et A341 (non localisée), tel que figuré sur le plan annexé fourni par M. VIRET et dont un extrait est représenté ci-après. Cette servitude de passage traverserait le périmètre de protection immédiate (PPI) dans son angle Sud-Est. Si cette solution n'est pas envisageable alors il propose de créer un

- nouveau chemin d'accès de même largeur qui contournerait ce même angle Sud-Est du PPI en passant sur la parcelle A807p (notée 945 sur le plan annexé fourni par M. VIRET)
- Que la cession de ses parcelles soit compensée pour une partie, par la cession à son seuil profit de la parcelle cadastrée A335 d'une surface de 30 m² appartenant à la commune de La Muraz et sur laquelle se trouve un ancien captage d'eau abandonné.
 - Que l'intégralité du coût soit à la charge du Syndicat et que l'indemnisation soit calculée de manière réaliste.



M. RIVERT a rajouté oralement la problématique d'un parking réalisé par le Syndicat des eaux dans l'angle Nord-Ouest de la parcelle A574p3 le long de la voie communale et qui se trouverait en partie chez lui. Ce parking est mal situé d'après lui pour le bon écoulement des eaux de ruissellement, il devrait être déplacé de l'autre côté du ruisseau à savoir le long de la limite Nord de la parcelle A947.

4.2. OBSERVATIONS ECRITES OU ANNEXEES AU REGISTRE :

Néant

5. ANALYSE ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :

5.1. ANALYSE ET AVIS DETAILLE DES OBSERVATIONS CONSIGNEES AU REGISTRE

Observation n°1 : M. LAVERGNAT Jacques :
Sans objet

Observation n°2 : M. et Mme VIRET Michel :

L'observation de Monsieur VIRET porte uniquement sur la négociation amiable entre lui et le Syndicat des eaux, en vue de l'acquisition des parties de ses parcelles concernées par le périmètre de protection immédiate (PPI). Ses demandes doivent être considérées comme des contreparties à la cession des dites parcelles.

S'agissant de sa première condition concernant la création d'un chemin d'accès vers des parcelles lui appartenant se trouvant plus en amont, il s'agit là d'une demande légitime si effectivement ces parcelles lui appartiennent et se trouvent enclavées suite à la clôture du PPI. Toutefois, la réglementation impose qu'un PPI doit demeurer clôturer et non accessible par une tierce personne hormis les services d'exploitation du captage. Si le syndicat souhaitait créer une telle servitude de passage il conviendrait alors de consulter à nouveau un hydrogéologue agréé afin qu'il envisage une hypothétique modification du PPI de manière à en extraire le

chemin d'accès. Si le syndicat ne souhaitait pas consulter à nouveau un hydrogéologue agréé pour des raisons de lourdeur et de longueur de procédure, alors la solution de contournement du PPI par la parcelle A807p2 telle que suggérée par Monsieur VIRET, serait à retenir.

Je considère comme recevable cette demande.

S'agissant de sa 2^e condition concernant le don de la parcelle A335 sur laquelle il existe un captage d'eau potable abandonné, je n'ai pas d'avis particulier sur ce point, cette condition peut faire partie de la négociation amiable.

S'agissant de sa 3^e condition, cela est bien logique que si le syndicat des eaux accepte l'ensemble de ces conditions, la totalité des charges inhérentes à ces transactions lui reviendrait.

S'agissant de sa demande concernant le parking, je n'ai pas d'avis particulier sur ce point, cette condition peut faire partie de la négociation amiable.

Ainsi, j'émet un avis favorable à la démarche de Monsieur VIRET de demander des compensations pour la cession de ses parcelles en laissant bien évidemment le syndicat des eaux libre de décider quelles sont parmi les conditions proposées par Monsieur VIRET, celle(s) qu'il est prêt à accepter. Cette demande fait l'objet d'une recommandation dans mon rapport « Conclusions motivées ». Toutefois, s'agissant de l'accès à ses parcelles situées en amont du PPI, cette demande fait l'objet d'une réserve de ma part dans mon rapport « Conclusions motivées ».

5.1. SYNTHÈSE DES AVIS DES SERVICES INSTRUCTEURS

La consultation habituelle des services n'a pas été demandée par l'Agence Régionale de Santé (ARS) dans le cadre de ce nouveau dossier. En effet, l'utilité publique relative à chacun des points d'eau porté au dossier d'enquête étant toujours d'actualité selon l'ARS.

L'objectif visé de ce dossier est de mener les acquisitions foncières des périmètres de protection immédiate conformément aux arrêtés initiaux.

Le service instructeur (ARS74) a toutefois validé l'ensemble des pièces portées au dossier d'enquête.

5.2. AVIS SUR LE PROJET

Propos préliminaires :

En 2019, suite à l'intégration de nouvelles collectivités au sein du syndicat, ce dernier a réalisé un diagnostic exhaustif sur la mise en conformité de ses captages d'eau potable, de manière à avoir un état des acquisitions foncières au sein des périmètres de protection immédiate et les travaux de protection portés dans les arrêtés de déclaration d'utilité publique.

Il s'est avéré qu'un certain nombre d'acquisitions et de travaux n'avaient pas été réalisés. Le syndicat des eaux a alors confié une mission d'assistance à la société TERACTION pour mener à bien les acquisitions par voie amiable ou par voie d'expropriation et pour réaliser le programme des travaux de protection.

À ce jour, 4 de ces captages sont concernés par des parcelles non acquises dans les périmètres de protection immédiate. Il s'agit des captages de « Chez Donat », « La Joie », « Les Vernes » situés sur la commune de La Muraz et des forages de « Scientrier » sur la commune de Scientrier.

Quelques négociations amiables ont pu aboutir depuis, alors que d'autres sont restées dans l'impasse du fait des propriétaires inconnus ou de successions non réglées par exemple.

L'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique (DUP) en date du 23 janvier 1996, bien que faisant toujours foi pour la protection et la dérivation des eaux, est à ce jour caduc pour engager une procédure d'expropriation (la validité étant de 5 ans conformément au code de l'expropriation).

D'après le Syndicat (Cf. Notice explicative du dossier d'enquête), les conditions hydrogéologiques des captages et de leur environnement isolé n'ont pas évolué et de ce fait, les périmètres de protections immédiates définis dans les rapports hydrogéologiques de Monsieur Jean-Paul Rampnoux en date du 29/08/1983 (pour les captages « Chez Donat », « La Joie » et « Les Vernes ») et du 20/03/1984 (pour le « Captage de Scientrier »), sont toujours d'actualité.

Le syndicat a donc pris l'initiative d'engager la présente enquête publique qui consiste à une réitération de l'utilité publique et identifier, par tous les moyens, les propriétaires et les ayants-droits, afin d'engager le cas échéant, la phase judiciaire d'expropriation et mener à bien la maîtrise foncière.

Mon Avis :

Le projet de mise en place des périmètres de protection des captages en eau potable du Syndicat des Eaux des Rocailles et de Bellecombe est indispensable et imposé par la législation et les différentes réglementations qui en découlent. Il s'agit d'une régularisation qui aurait dû être initiée depuis de nombreuses années.

L'enquête parcellaire permet d'imposer les prescriptions et contraintes définies à l'intérieur des périmètres de protection afin de limiter les risques de pollution des eaux, mais également à acquérir par voie amiable ou par voie d'expropriation les parcelles contenues dans les périmètres de protection immédiate. Cette enquête s'avère donc absolument nécessaire administrativement et juridiquement.

Aucun incident majeur n'a perturbé le déroulement normal de cette enquête. Les observations faites ont porté uniquement sur l'enquête parcellaire.

6. CONCLUSIONS DU RAPPORT D'ENQUETE

L'enquête parcellaire a fait l'objet d'un seul courrier inséré dans le registre et d'une observation orale. Cette observation concerne des propositions de négociations amiables en vue de l'acquisition de parcelles inscrites dans le périmètre de protection immédiate du captage de « Chez Donat ».

L'enquête parcellaire n'a donc fait l'objet que d'une très faible mobilisation de la part du public.

Notifications de l'arrêté d'ouverture des enquêtes ont été faites aux propriétaires concernés par l'ensemble des périmètres de protection des captages et forages, par lettres recommandées avec demande d'accusés de réception, en date du 11/07/2022.

Au total, 14 propriétaires étaient concernés par l'ensemble des périmètres de protection. 6 des propriétaires ont accusé réception du courrier. 8 n'ont pas accusé réception. Ces derniers ont fait l'objet d'un affichage en mairie.

Les documents mis à disposition du public ont été suffisamment clairs et complets. Ils ont été suffisamment accessibles et compréhensibles par le public.

Concernant le déroulement de l'enquête, elle s'est déroulée sans incident particulier.

Le bureau d'études TERACTION ainsi que les services techniques du Syndicat des eaux des Rocailles et de Bellecombe se sont rendus disponibles pour répondre à l'ensemble de mes questions avant, pendant et après la période d'enquête.

Aucun incident majeur n'a gêné le bon déroulement de l'enquête.

Ce projet est conforme à l'intérêt général et aux conditions normales énoncées.

Il fait l'objet de ma part, d'un avis favorable avec 1 réserve et 1 recommandation dans un document séparé intitulé « Conclusions motivées de l'enquête parcellaire ».

Fait à Le Noyer
Le 22 octobre 2022
Le Commissaire-enquêteur



ANNEXES

- CERTIFICAT D’AFFICHAGE DU MAIRE OUVERTURE ENQUETES CONJOINTES
- PUBLICITES ANNONCES LEGALES
- CERTIFICAT AFFICHAGE DU MAIRE ATTESTANT COURRIERS NON PARVENUS AUX DESTINATAIRES

PERIMETRES DE PROTECTION**SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE
BELLECOMBE****CERTIFICAT D’AFFICHAGE DEPOSE EN MAIRIE DE LA MURAZ**

Je soussigné Nadine PERINET, Maire de la commune de LA MURAZ, certifie que l'arrêté de Monsieur le Préfet du Département de la HAUTE-SAVOIE en date du 29/06/2022, ordonnant l'ouverture de l'enquête préalable pour la réitération de l'utilité publique et l'enquête parcellaire conjointe pour les captages d'eau de « Chez Donat », « La Joie », « Les Vernes », situés sur la commune de LA MURAZ, et des « Forages de Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER, a été publié le 1^{er}/08/2022 dans la commune de LA MURAZ et affiché à la porte de la Mairie.

Fait à LA MURAZ

le 7/10/2022 (date de clôture d'enquête)

(cachet de la mairie)

Le Maire,
Nadine PERINET



ANNONCES LÉGALES



Publiez vos marchés publics

• ledauphine.marchespublics-eurolegales.com

Publiez vos formalités

• ledauphine.viedessocietes-eurolegales.com

CONTACTS HAUTE-SAVOIE

04 50 51 97 65

04 50 51 97 47

LDLegaies74@ledauphine.com

le dauphiné

Le Journal d'annonces légales de référence



**AGENCE RÉGIONALE
DE SANTÉ
AUVERGNE RHÔNE-ALPES**
Délégation départementale de
la Haute-Savoie

**Avis d'ouverture
d'enquêtes conjointes préalable à la
déclaration d'utilité publique et parcellaire**
Syndicat des eaux des Rocailles
et de Bellecombe

Acquisitions foncières des périmètres de protection
immédiate des captages d'eau de «Chez Donat», «La Joie»,
«Les Vernes», situés sur la commune de LA MURAZ, et des
«Forages de Scientrier» situés sur la commune de
SCIENTRIER.
Ratification de l'utilité publique et détermination des
parcelles à acquérir par le SYNDICAT DES EAUX DES
ROCAILLES ET DE BELLECOMBE pour la création des
périmètres de protection des captages d'eau de «Chez
Donat», «La Joie», «Les Vernes», situés sur la commune de
LA MURAZ, et des «Forages de Scientrier» situés sur la
commune de SCIENTRIER.

Le public est informé, par amitié préfectorale n° ARS/DD74/DSP
n° 2022-24 du 23/05/2022, qu'il est prescrit l'ouverture
d'enquêtes conjointes préalable à la ratification de l'utilité
publique et à l'enquête parcellaire complémentaire pour les
captages d'eau de «Chez Donat», «La Joie», «Les Vernes»,
situés sur la commune de LA MURAZ, et des «Forages de
Scientrier» situés sur la commune de SCIENTRIER,
du mardi 06 SEPTEMBRE 2022 à 14h00
au vendredi 07 OCTOBRE 2022 à 17h30

où le public pourra prendre connaissance du dossier pendant
les jours d'ouverture de la mairie :

• Mairie de La Muraz : mardi : 13h00 à 19h00 / jeudi : 09h00 à
12h00 / vendredi : 13h00 à 18h00

• Mairie de Scientrier : lundi et jeudi : 14h00 à 18h00 / mardi
et vendredi : 14h00 à 19h00

Par ailleurs, dès publication du présent avis, le dossier pourra
être consulté par quiconque en fera la demande à la Délégation
départementale de l'Agence Régionale de Santé (service
Environnement et Santé), à Annecy et le restera sans limitation
de durée. L'avis sera également publié sur le site internet de la
préfecture de Haute-Savoie à l'adresse suivante :

<https://www.haute-savoie.gouv.fr/Publications/Actions-participatives/Enquetes-publiques-et-avis/2022>

Monsieur Philippe GARNIER, désigné en qualité de
Commissaire-Enquêteur par le TA de Grenoble, siégera en
mairies de LA MURAZ et de SCIENTRIER où il recevra en
personne les observations du public :

• Vendredi 18/09/2022 :
En mairie de La Muraz : de 13h30 à 16h00
En mairie de Scientrier : de 16h30 à 17h30

• Vendredi 07/10/2022 :
En mairie de La Muraz : de 13h30 à 16h00
En mairie de Scientrier : de 16h30 à 17h30

Les observations pourront être consignées sur les registres
d'enquête ou adressées par écrit au Commissaire-Enquêteur en
mairies de LA MURAZ et de SCIENTRIER. Cette lettre devra être
parvenir avant la date de clôture de l'enquête et sera annexée
au registre d'enquête. Une adresse mail dédiée permet de
recueillir les observations par voie électronique :

enquetesperimetres@rs.fr

A l'expiration du délai d'enquête, le Commissaire-Enquêteur
devra formuler ses conclusions motivées dans un délai d'un
mois (soit jusqu'au 07/11/2022) à compter de la date de clôture
de l'enquête, sur le dossier d'enquête préalable à la déclaration
d'utilité publique ainsi que sur le dossier d'enquête parcellaire.
Copies de son rapport seront déposées en mairies de
LA MURAZ et de SCIENTRIER et à la Délégation Départementale
de Haute-Savoie de l'Agence Régionale de Santé Auvergne
Rhône-Alpes (service Environnement et Santé), où toute
personne intéressée pourra en prendre connaissance.

En application des articles L.311-1, L.311-2, L.311-3 et R.311-1
modifiés du Code de l'Expropriation, il est précisé que «les
personnes intéressées autres que le propriétaire, l'usufruitier,
les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits
d'usufruit, d'habitation ou d'usage, et ceux qui peuvent
réclamer des servitudes, sont tenus de se faire connaître
l'expropriation dans un délai d'un mois, à défaut de quoi, elles
seront déchues de tous droits à l'indemnité».

Fait à Annecy, le 29 JUIN 2022
Le Préfet

311445000



**COMMUNE DE
COLLONGES-SOUS-SALÈVE**

**Arrêté d'enquête publique
en vue de l'élaboration d'un tableau de
classement des voies communales et de la
déclaration d'un commissaire-enquêteur**

Arrêté n° A.2022.097

Une enquête publique relative au projet d'élaboration du tableau
de classement des voies communales aura lieu sur le territoire
de la commune de COLLONGES-SOUS-SALÈVE du lundi 12
septembre 2022 au vendredi 30 septembre 2022 inclus ;
Monsieur Christian FONTANILLES, Responsable EDF à la
nuitée, est désigné comme Commissaire-enquêteur.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront
déposées en mairie de COLLONGES-SOUS-SALÈVE pendant
toute la durée de l'enquête, du lundi 12 septembre 2022 au
vendredi 30 septembre 2022 (aux jours et heures d'ouverture
de la Mairie), sauf jours fériés, afin que le public puisse en
prendre connaissance et consigner éventuellement ses
observations sur le registre d'enquête, ou les adresser à M. le
Commissaire-enquêteur (auprès de la Mairie) qui les annexera
au registre.

Durant la durée de l'enquête publique, deux permanences
du Commissaire-Enquêteur seront organisées en Mairie de
Collonges-sous-Salève afin de recueillir les observations du
public :

• Le mercredi 14 septembre 2022 de 09h00 à 12h00 ;
• Le vendredi 30 septembre 2022 de 09h00 à 12h00 (dernier
jour de l'enquête publique).

A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le registre d'enquête sera
clôturé et signé par le Commissaire-enquêteur qui, dans
le délai d'un mois, transmettra le dossier et le registre d'enquête
au Maire de COLLONGES-SOUS-SALÈVE accompagnés de ses
conclusions.

31147300



**GRAND ANANCY
AGGLOMÉRATION**

**Avis d'ouverture publique
Modification n°2 du PLU de Chavanod**

Par arrêté n° ARR-2022-55 du 13 juillet 2022, la Présidente de
la Communauté d'agglomération dénommée « Grand Anancy »
a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de
modification n°2 du plan local d'urbanisme de Chavanod.
Le projet de modification a pour objet de faciliter l'application
de certaines règles écrites, de corriger la délimitation d'un
secteur au sein de la zone agricole au lieu-dit Emellie, de clarifier
et d'ajouter des règles de hauteur des constructions dans la
ZAC du Crêt d'Esry, d'adapter les règlements écrits et graphiques
et le périmètre de l'orientation d'aménagement et de
programmation n°2 au projet d'extension de la zone d'activités
économiques Chez Chémouret.

Le projet de modification a fait l'objet d'un examen au
cas-par-cas, sur lequel la Mission régionale d'autorité
environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes a émis un avis joint
au dossier de la procédure.

Au terme de l'enquête publique, le projet de modification du
plan local d'urbanisme, éventuellement modifié, pour tenir
compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations
et propositions du public, du rapport et des conclusions du
Commissaire enquêteur, sera soumis à délibération du Conseil
communautaire du Grand Anancy en vue de son approbation.

Monsieur le Président du Tribunal administratif de Grenoble a
désigné Monsieur Bernard AUDION en qualité de Commissaire
enquêteur.

Pendant la durée de l'enquête publique, qui se déroulera du
lundi 22 août 2022 à 14h00 au vendredi 29 septembre 2022
à 12h00 pour 32 jours, le public pourra consulter le dossier et
présenter ses observations et propositions sur un registre ouvert
dans les lieux suivants, aux jours et heures d'ouverture
habituels, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle :

• Grand Anancy (siège de l'enquête publique) - 46 avenue des
lles - BP 90270 - 74007 ANANCY CEDEX

Du lundi au vendredi : de 9h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00,
• Mairie de Chavanod : 1 place de la Mairie - 74650 CHAVANOD
Le lundi, de 9h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, et du mardi au
vendredi : de 9h30 à 12h00

Pendant la durée de l'enquête publique, le dossier peut
également être consulté et téléchargé depuis le site internet du
Grand Anancy www.grandanancy.fr et sur la plateforme
www.registre-dematerialisee.fr/4134.

Pendant la durée de l'enquête publique, les observations et les
propositions sur le projet de modification n°2 du PLU de
Chavanod pourront être :

- consignées dans les registres d'enquête mis à disposition du
public à cet effet avec le dossier d'enquête publique dans les
lieux, aux jours et heures désignés ci-dessus ;
- adressées par courrier postal à l'adresse suivante : Grand
Anancy - Pour la modification n°2 du PLU de Chavanod,
Commissaire enquêteur - 46 avenue des lles - BP 90270 - 74007
ANANCY CEDEX ;

- déposées par voie électronique dans le registre numérique
dématérialisé accessible à partir du site internet du Grand
Anancy (www.grandanancy.fr) ;
www.registre-dematerialisee.fr/4134 ;
- adressées au Commissaire enquêteur par voie électronique à
l'adresse mail dédiée :

enquete-publique-4134@registre-dematerialisee.fr.

A cet effet, un poste informatique avec un accès gratuit au site
internet du Grand Anancy et au registre numérique est mis à la
disposition du public au Grand Anancy aux jours et heures
d'ouverture habituels, sauf jours fériés et jours de fermeture
exceptionnelle.

Le Commissaire enquêteur se tiendra aussi à la disposition
du public aux lieux, jours et heures suivants, en mairie de
Chavanod :

• Le lundi 22 août 2022 de 14h00 à 16h00
• Le mercredi 7 septembre 2022 de 10h00 à 12h00
• Le vendredi 23 septembre 2022 de 10h00 à 12h00

Le Commissaire enquêteur dispose d'un délai maximal de trente
jours, à compter de la date de clôture de l'enquête, pour
remettre à la Présidente ou à son représentant le dossier
d'enquête, avec son rapport et ses conclusions motivées sur le
projet.

Le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur seront
tenus à la disposition du public, pendant 1 an à compter de la
clôture de l'enquête, au siège du Grand Anancy (direction de
l'Aménagement - 46 avenue des lles - BP 90270 - 74007
ANANCY CEDEX), à la mairie de Chavanod (1 place de la Mairie
74650 CHAVANOD) aux jours et heures d'ouverture habituels,
sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle, ainsi que
sur le site internet du Grand Anancy (www.grandanancy.fr).

Le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur seront
également tenus à la disposition du public, pendant 1 an à
compter de la clôture de l'enquête, à la Préfecture de la
Haute-Savoie, aux jours et heures habituels d'ouverture au
public.

Madame la Présidente du Grand Anancy est responsable du
projet. Toute information concernant ce projet pourra être
obtenue auprès de la direction de l'Aménagement du Grand
Anancy.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir
communication du dossier d'enquête publique auprès de la
direction de l'Aménagement du Grand Anancy dès la publication
de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Cet avis est également publié sur le site internet du Grand
Anancy (www.grandanancy.fr).

La Présidente, Frédérique LARDET

31146500

Installations classées



**COMMUNE DE
VILLE-LA-GRAND**

**Avis d'ouverture d'une consultation du public
Installation classée pour la protection de
l'environnement**

Le Préfet de la Haute-Savoie communique :

Par arrêté préfectoral n°PAIC-2022-0068 en date du 19 août
2022, une consultation du public est prescrite dans la commune
de Ville-la-Grand pendant 4 semaines, du lundi 12 septembre
2022 au dimanche 9 octobre 2022 inclus, sur le dossier par
lequel le gérant de la SA VILLE LA DIS sollicite au titre des
installations classées, l'enregistrement d'une unité de
microfermentation BioBeeCo située sur le territoire de la
commune de Ville-la-Grand, au 18 avenue des Buchillons. La
décision préfectorale susceptible d'intervenir à l'issue de la
procédure est un enregistrement éventuellement assorti de
prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions
générales fixées par l'arrêté ministériel ou un arrêté préfectoral
de refus.

ACTIVITE PRINCIPALE DE L'INSTALLATION
2781-2-3 : Méthanisation de matières autres que matière
végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires,
lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires.

Volume traité : 2,5 tonnes/jour. Enregistrement.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler
ses observations sur un registre ouvert à cet effet pendant les
jours et heures habituels d'ouverture au public de la mairie de
Ville-la-Grand, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h00 et de
14h00 à 17h00. Le dossier sera consultable dans le hall
d'accueil de la mairie.

L'accès à la mairie de Ville-la-Grand, la consultation du dossier
et du registre se font dans le respect des règles sanitaires,

notamment :

- le port du masque est obligatoire,
- toute personne souhaitant consulter le dossier
observations sur le registre disponible à cet effet d
de son propre style,
- le lavage des mains avant et après le consultat
et du registre est obligatoire. La mairie met à la d
public du gel hydroalcoolique. La consultation
dématérialisée est à privilégier.

Toute correspondance relative au projet pourra é
au plus tard le 9 octobre 2022 minuit soit :

- à la mairie de Ville-la-Grand,
- au pôle administratif des installations classées
Guiton - 74000 ANANCY

par voie électronique à l'adresse suivante :
dppp@haute-savoie.gouv.fr

311463000

Plan local d'urbanisme



**COMMUNE
DE MÈGEVE**

**Avis au public
Modification simplifiée n°1 du P
La mise à disposition du dossier se
05/09/2022 au 04/10/2022**

Par délibération n° D10.2022 en date du 07/04/202
le Maire de Mègeve (Haute-Savoie) a engagé la p
modification simplifiée n°1 du PLU en application
L.153-45 et L.153-47 du Code de l'Urbanisme. Le
consultable à la Mairie aux horaires d'ouverture
heures habituelles d'ouverture. Chacun pourra ex
observation et propositions sur le registre disponib
à l'adresse suivante : Mairie, 88 Route de la Vall
74490 MÈGEVE. Au terme de cette mise à di
projet de modification simplifiée n°1 du PLU ser
Conseil municipal pour approbation.

Personne responsable du projet : M. MEYNET-CC
Maire de la commune

311444000



**COMMUNE
ARÂCHES LA FF**

**Mise à disposition du public du pro
modification simplifiée n°5 du Plan
d'Urbanisme (P.L.U.)**

Monsieur le Maire de la commune d'Arâches-la-Frâsse
procéder à une modification simplifiée du PLU.
La modification simplifiée n°5 porte sur une figure 1
du document du Plan Local d'Urbanisme. Elle vise
la mise à jour du règlement du Plan Local d'Urb
d'être en adéquation avec la loi ALUR, le remplace
- N - et zone - N1 - afin de réaliser un projet de
zone - N1 - permet notamment d'autoriser la ré
constructions et installations liées aux activités de
loisirs, la dernière modification concerne
agrandissement du périmètre du domaine de ski alp
dans le secteur des Gêrâtes.

Une mise à disposition du public se déroulera
d'Arâches-la-Frâsse, du 5 septembre 2022 au 5 oc
inches, hors jours fériés et fermeture exceptionnelle
aux jours et heures habituels d'ouverture de la m
mardi et vendredi de 8h à 12h - mercredi et jeudi de
Elle sera également consultable sur le sit
<https://aracheslafrasse.fr> pour la même période.
Pendant la durée de la mise à disposition, les obse
le projet de modification simplifiée n°5 du P.L.U. p
consignées sur le registre déposé en mairie. Ell
également être adressées par écrit à Monsieur
l'adresse suivante : Commune d'Arâches-la-Frâsse,
Février 74 300 Arâches qui l'annexera au registre.

311441000



marchés publics

le dauphiné

>> CONTACT : 04 77 33 66 72

Plateforme de dématérialisation

>> OBLIGATOIRE DÈS 40.000 €

- Mise en ligne de l'avis et des pièces
- Alarms aux entreprises
- Responsabilité
- Réponses électroniques
- Négociations

marchés publics

le dauphiné

VOIX LÉGALES

Publiez vos marchés publics

le dauphiné-marchéspublics-eurolegales.com

Publiez vos formalités

le dauphiné-vosformalités-eurolegales.com

CONTACTS HAUTE-SAVOIE

04 50 51 97 65

04 50 51 97 47

LDlegales74@le dauphiné.com

le dauphiné

Le Journal d'Annonces Légales de référence

MARCHÉS PUBLICS ET PRIVÉS

adaptées (moins de 90000 euros)

COMMUNAUTÉ

DE COMMUNES

RUMILLY TERRE DE SAVOIE

Appel public à la concurrence

Objet : Manufacture - BP 69 - 74152 RUMILLY
00 - Fax : 04 50 01 87 01
le dauphiné-marchéspublics-eurolegales.com
Rumilly-terredesavoie.fr
2022R1522E

Commandes : Non
Marché public
Marché d'activités économiques
Marché préalable en vue du phasage et de
3 zones d'activités économiques
Marché : 2022R1522E

Services
Marché adapté ouverte
Marché : Sans objet
Marché : Communauté de Communes Rumilly Terre
de Savoie - 74152 Rumilly
Marché lancé selon une procédure adaptée
Marché : L2123-1°, R.2123-1°,
L2123-2 du Code de la Commande publique.
Marché comprend 3 phases.

Marché d'exécution de l'ensemble des phases est de
Marché : Prestation divisée en lots : non
Marché : Non
Marché : Participation

Marché : Qualités et capacités du
Marché : Facilité professionnelle :
Marché : Non
Marché : Lettre de candidature - Habilitation du
Marché : co-traitants (disponible à l'adresse suivante :
Marché : gouv.fr/da/formulaires-declaration-du-

Marché : 2. Déclaration du candidat individuel ou du
Marché : groupement (disponible à l'adresse suivante :
Marché : gouv.fr/da/formulaires-declaration-du-

Marché : Marché et financières :
Marché : Non
Marché : Informations et documents requis :
Marché : Remettre le chiffre d'affaires global et le chiffre
Marché : des fournitures, services ou travaux objets
Marché : de la consultation des trois derniers exercices

Marché : Qualités et capacités techniques :
Marché : Non
Marché : Informations et documents requis :
Marché : Remettre le chiffre d'affaires global et le chiffre
Marché : des fournitures, services ou travaux objets
Marché : de la consultation des trois derniers exercices

Marché : Liste des principales fournitures ou des
Marché : de la consultation des trois derniers exercices
Marché : Le montant, la date et le destinataire public ou
Marché : de la consultation des trois derniers exercices

Marché : Non
Marché : Non
Marché : Non
Marché : Offre économiquement la plus
Marché : précisée en fonction des critères énoncés
Marché : sur pondération :
Marché : Critères des prestations

Marché : Documents de la consultation se trouve sur le
Marché : site
Marché : Réviser par catalogue électronique : Interdit
Marché : le 05/10/22 à 12h00 au plus tard.

Marché : Complémentaires :
Marché : Marché fournir le Document Unique de Marché
Marché : complété en lieu et place des formulaires DC1
Marché : accompagné des pièces justificatives de
Marché : des prestations.

Marché : Valeur technique est appréciée au vu des
Marché : critères comme suit :
Marché : Organisation proposée : 30 %
Marché : Constitution de l'équipe dédiée (ex. domaine
Marché : répartition des tâches) : 25 %
Marché : Pour rationaliser l'exécution environnementale
Marché : la maîtrise de déplacements, de production et
Marché : des livrables : 5 %

Marché : Marché le 05/09/22
Marché : Marché doivent être impérativement remis par voie
Marché : de consultation bénéficiaire du Service DUME.
Marché : L'avis intégral, accessible au DCE, poser des
Marché : de déposer un pli, allez sur :
Marché : le

Marché : Avis d'attribution

Marché : Avis d'attribution

Marché : Avis d'attribution

Marché : Avis d'attribution

Marché : Avis d'attribution

Marché : Avis d'attribution

Marché : Avis d'attribution

COMMUNE DE CHATEL

Avis d'attribution

M. Nicolas RUBIN
Mairie - 109 route du Centre - 74390 CHATEL
mél : marchespublics@mairiedechatel.fr
web : http://www.mairiedechatel.fr
SIRET 2174006300019
Objet : LOCATION DE DECORS LUMINEUX POUR LES FETES
DE FIN D'ANNEE
Référence acheteur : 22.001
Nature du marché : Fournitures
Procédure adaptée
Critères d'attribution : Offre économiquement la plus
avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés
ci-dessous avec leur pondération :
- 50% Valeur technique de l'offre
- 50% Prix
Instance chargée des procédures de recours : Tribunal
administratif de Grenoble - 2 Place de Verdun - BP 1135 - 38022
Grenoble Cedex - Tél : 0478429000 - Fax : 0478422268
greffe-la-grenoble@juradm.fr
Service auprès duquel des renseignements peuvent être
obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du
Tribunal administratif de Grenoble - 2 Place de Verdun - BP
1135 - 38022 Grenoble Cedex - Tél : 0478429000
Fax : 0478422268 - greffe-la-grenoble@juradm.fr
Attribution du marché
Nombre d'offres reçues : 2
Date d'attribution : 11/09/22
Marché n° : 22.03
LEBLANC ILLUMINATIONS, 6 RUE MICHAEL FARADAY, 72000
LE MANS
Montant HT : 25 044,75 €
Envoi le 05/09/22 à la publication
Pour retrouver cet avis intégral, allez sur : <http://www.mp74.fr>

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

AVIS
Enquêtes publiques

parvenir avant la date de clôture de l'enquête et sera annexée
au registre d'enquête. Une adresse mail dédiée permet de
recueillir les observations par voie électronique :
enqueteperimetres@le dauphiné.fr
A l'expiration du délai d'enquête, le Commissaire-Enquêteur
doit formuler ses conclusions motivées dans un délai d'un
mois (soit jusqu'au 07/11/2022) à compter de la date de clôture
de l'enquête, sur le dossier d'enquête préalable à la déclaration
d'utilité publique ainsi que sur le dossier d'enquête parcellaire.
Copies de son rapport seront déposées en mairies de
LA MURAZ et de SCIENRIER et à la Délégation Départementale
de Haute-Savoie de l'Agence Régionale de Santé Auvergne
Rhône-Alpes (service Environnement et Santé), où toute
personne intéressée pourra en prendre connaissance.
En application des articles L 311-1, L 311-2, L 311-3 et R 311-1
modifiés du Code de l'Expropriation, il est précisé que "les
personnes intéressées autres que le propriétaire, l'usufruitier,
les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits
d'emphytéose, d'habitation ou d'usage, et ceux qui peuvent
réclamer des survivances, sont tenues de se faire connaître à
l'expropriation dans un délai d'un mois, à défaut de quoi, elles
seront déchuées de tous droits à l'indemnité".
- Fait à Annecy, le 29 JUIN 2022
Le Préfet

Plan local d'urbanisme

LE BORNAND
COMMUNE DU GRAND-BORNAND

Approbation de la modification n°1
Plan Local d'Urbanisme

Par délibération n° DEL084/2022 en date du 18 août 2022, le
conseil municipal a approuvé la modification n°1 du Plan Local
d'Urbanisme de la commune du GRAND-BORNAND.
Conformément aux articles R. 153-20 et R.153-21 du Code de
l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage
en mairie durant un mois.
Le dossier de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la
Commune du Grand-Bornand approuvé est tenu à la disposition
du public au siège de la Commune du Grand-Bornand, 21 Route
du Chénail 74450 LE GRAND-BORNAND, aux jours et heures
d'ouverture et à la Préfecture de Haute-Savoie, conformément
aux articles L.153-22 du Code de l'Urbanisme. Il est également
consultable en ligne sur le site internet de la mairie du Grand
Bornand, à l'adresse suivante : www.mairiegrandbornand.com
Le Maire, André PERRILLAT-AMÉDÉE

VIES DES SOCIÉTÉS
Transferts de siège social

SCP Emmanuel CIAVOLELLA, Sébastien LUX,
Delphine STEYER, Romain POUZOL et
Adrien JOSSERAND, notaires associés,
titulaires de deux offices notariaux, dont l'un est
à CLUSES (74300) - 9 avenue de la Libération

SIGN'ALPUB
SAS au capital de 5 000,00€
15 rue Pierre Trappier - 74300 CLUSES
832 408 348 RCS ANNECY

Transfert de SIÈGE SOCIAL
Aux termes des décisions de l'assemblée unique du 02/09/2022,
le siège social sera transféré à SCIENRIER (74650), 4 rue des
Sources à compter du 27/09/2022. L'article 4 « SIÈGE SOCIAL »
des statuts a été modifié en conséquence.
Mention sera faite au RCS de l'ANNECY

Pour avis, la présidence

320361400

320361400

320361400

320361400

320361400

320361400

320361400

320361400

320361400

320361400

320361400

320361400

Fonds de commerce

SCP DEVRED, EZANNO,
SDX-DERDLIAN et BRUNET
Notaires associés
Le Sappeur - 1, rue Sappeur
73000 CHAMBERY

RECTIFICATIF
Cession de fonds de commerce

PARU LE 5 SEPTEMBRE 2022 Sur le DAUPHINÉ LIBÉRÉ
Edition HAUTE SAVOIE Référence 320361400

Il faisait lire :
Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale
dans les dix jours de la publication de la cession au BODACC,
au siège de la SCP GARNIER & MINQUET, notaires associés,
28 bis avenue Générale de Gaulle 74200 THONON LES BAINS
ou domicile à été élu à cet effet.

Pour insertion
Le notaire

320361400

Modifications statutaires

GÉRANT

Dénomination : LACROIX ALFRED.
Forme : SCEA
Capital social : 10 000 euros.
Siège social : 123 Route D'ALLONZIER, 74350
CERCIER. 807791074 RCS Thonon les Bains.
Aux termes de l'AGE en date du 31 décembre 2021, les associés
ont pris acte de la modification de la gérance de la société, à
compter du 31 décembre 2021,
- M. LACROIX Baptiste (partant)
Mention sera portée au RCS Thonon les Bains.

320361400

GÉRANT

Dénomination : EARL VERGER DE CERCIER.
Forme : EARL
Capital social : 7 500 euros.
Siège social : 123 Route D'ALLONZIER, 74350 CERCIER.
807791074 RCS Thonon les Bains.
Aux termes de l'AGE en date du 31 décembre 2021, les associés
ont pris acte de la modification de la gérance de la société :
- M. LACROIX Baptiste (partant)
Mention sera portée au RCS Thonon les Bains.

320361400

Additif - Rectificatif

RECTIFICATIF

Rectificatif à l'insertion parue dans LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ du 8
septembre 2022, concernant la société SIGN'ALPUB, 15 rue
Pierre Trappier, 74300 Cluses. Il y a lieu de lire 28/09/2022,
et non pas : 27/09/2022.

320361400

320361400

320361400

320361400

320361400

320361400

320361400

320361400

Annonces

AVIS ADMINISTRATIFS



Collonges
sous Salève

Arrêté d'enquête publique en vue de
l'élaboration d'un tableau de classement des
voies communales et de la désignation
d'un commissaire-enquêteur

Arrêté n° A.2022.007

Une enquête publique relative au projet d'élaboration du tableau de classement des voies communales sera faite sur le territoire de la commune de COLLONGES SOUS SALEVE du lundi 12 septembre 2022 au vendredi 30 septembre 2022 inclus.

Monsieur Christian FONTAINE, Responsable EDF à la retraite, est désigné comme Commissaire-enquêteur.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposées en mairie de COLLONGES SOUS SALEVE pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 12 septembre 2022 au vendredi 30 septembre 2022 (aux jours et heures d'ouverture de la Mairie), sauf jours fériés, afin que le public puisse en prendre connaissance et émettre éventuellement ses observations sur le registre d'enquête, ou les adresser à M. le Commissaire-enquêteur (auprès de la Mairie) qui les annexera au registre.

Durant la durée de l'enquête publique, deux permanences du Commissaire Enquêteur seront organisées en Mairie de Collonges-sous-Salève afin de recueillir les observations du public.

- Le mercredi 14 septembre 2022 de 09h00 à 12h00
- Le vendredi 30 septembre 2022 de 09h00 à 12h00 (dernier jour de l'enquête publique).

A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le registre d'enquête sera clos, paraphé et signé par le Commissaire-enquêteur qui, dans le délai d'un mois, transmettra le dossier et le registre d'enquête au Maire de COLLONGES SOUS SALEVE accompagnés de ses conclusions.

Préfecture de la Haute-Savoie
AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE RHONE-ALPES
Délégation départementale de la Haute-Savoie

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETES
CONJOINTES PREALABLE A LA DECLARATION
D'UTILITE PUBLIQUE ET PARCELLAIRE
SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES
ET DE BELLECOMBE

Acquisitions foncières des périmètres de protection immédiate des captages d'eau de « Chez Dami », « La Jolie », « Les Yvernes », situés sur la commune de LA MURAZ, et des « Forêts de Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER.

Le public est informé, par arrêté préfectoral n° ARS000740SP n° 2022-24 du 29/09/2022, qu'il est présenté l'ouverture d'enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique et à l'enquête parcellaire complémentaire pour la création des périmètres de protection des captages d'eau de « Chez Dami », « La Jolie », « Les Yvernes », situés sur la commune de LA MURAZ, et des « Forêts de Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER.

Le mardi 06 SEPTEMBRE 2022 à 14h00 au vendredi 07 OCTOBRE 2022 à 17h30 ou le public pourra prendre connaissance du dossier pendant les jours d'ouverture de la mairie.

Mairie de La Muraz : mardi : 13h00 à 19h00 / jeudi : 09h00 à 12h00 / vendredi : 13h00 à 19h00
Mairie de Scientrier : lundi et jeudi : 14h00 à 18h00 / mardi et vendredi : 14h00 à 19h00

Par ailleurs, dès publication du présent avis, le dossier pourra être consulté par quiconque en fera la demande à la Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé (service Environnement et Santé), à Annecy et le registre sera limité de durée. L'avis sera également publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Savoie à l'adresse suivante : <https://www.haute-savoie.gouv.fr/Publications/Actions-participatives/Enquetes-publiques-et-avis-2022> avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée.

Monsieur Philippe GARNIER, désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur par le TA de Grenoble, signera en maires de LA MURAZ et de SCIENTRIER ou il pourra en personne les observations du public.

Vendredi 16/09/2022, en mairie de La Muraz : de 13h30 à 16h00
En mairie de Scientrier : de 13h30 à 17h30
Vendredi 07/10/2022 : En mairie de La Muraz : de 13h30 à 16h00
En mairie de Scientrier : de 13h30 à 17h30

Les observations pourront être consignées sur les registres d'enquête ou adressées par écrit au Commissaire-Enquêteur en maires de LA MURAZ et de SCIENTRIER. Cette lettre devra lui parvenir avant la date de clôture de l'enquête et sera annexée au registre d'enquête. Une adresse mail dédiée permet de recueillir les observations par voie électronique : enquetesparticipatives@rs74.fr

A l'expiration du délai d'enquête, le Commissaire-Enquêteur devra formuler ses conclusions motivées dans un délai d'un mois (soit jusqu'au 07/11/2022) à compter de la date de clôture de l'enquête, sur le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ainsi que sur le dossier d'enquête parcellaire.

Copies de son rapport seront déposées en maires de LA MURAZ et de SCIENTRIER et à la Délégation Départementale de Haute-Savoie de l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes (service Environnement et Santé), ou toute personne intéressée pourra en prendre connaissance.

En application des articles L. 311-1, L. 311-2, L. 311-3 et R. 311-1, modifiés du Code de l'Environnement, il est précisé que les personnes intéressées autres que le propriétaire, l'usufruitier, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'usage, d'habitation ou d'usage, et ceux qui peuvent réclamer des servitudes, sont tenus de se faire connaître à l'interprète dans un délai d'un mois, à défaut de quoi, elles seront déchues de tous droits à l'indemnité.

Fait à Annecy, le 29 JUNE 2022
Le Préfet

Aux termes d'un acte
SSP

en date à MARSEILLE du 22/09/22.

Il a été constaté une SAS présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : LE CERCLE ;
Siège : 52 rue du Vieux Moulin à CHAMONIX MONT BLANC (74400) ;
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS d'ANNECY ;
Capital : 100 000 ;

Objet : participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités, sans la réalisation de toutes opérations de conseil aux entreprises, la réalisation de toutes prestations de services associées de type administratif ou en matière de direction, finances, commerce, informatique, recrutement et gestion des ressources humaines, et autres de toutes prestations de services notamment administratives, agissant notamment de ses filiales, sous la condition d'un pool de trésorerie trouvant sa manifestation dans toutes opérations de crédit au profit de toutes autres sociétés sur lesquelles elle exerce, directement ou indirectement, un pouvoir de contrôle effectif ; Président : Monsieur Axel ROBION, né le 15 juin 1961 à MARSEILLE (13), de nationalité française, demeurant Le Bocquet à SAINT ANTONIN SUR BAYON (13100) ; DG : Monsieur Florian VIZET, né le 4 décembre 1991 à TOULON (83), de nationalité française, demeurant 8 Montée Jules Verne Immeuble La Tourville La Mollin 83000 TOULON.



Aux termes d'un acte
SSP

en date à MARSEILLE du 22/09/22, il a été constaté une SAS présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : LE CERCLE ;
Siège : 52 rue du Vieux Moulin à CHAMONIX MONT BLANC (74400) ;
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS d'ANNECY ;
Capital : 100 000 ;
Objet : participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités, sans la réalisation de toutes opérations de conseil aux entreprises, la réalisation de toutes prestations de services associées de type administratif ou en matière de direction, finances, commerce, informatique, recrutement et gestion des ressources humaines, et autres de toutes prestations de services notamment administratives, agissant notamment de ses filiales, sous la condition d'un pool de trésorerie trouvant sa manifestation dans toutes opérations de crédit au profit de toutes autres sociétés sur lesquelles elle exerce, directement ou indirectement, un pouvoir de contrôle effectif ; Président : Monsieur Axel ROBION, né le 15 juin 1961 à MARSEILLE (13), de nationalité française, demeurant Le Bocquet à SAINT ANTONIN SUR BAYON (13100) ; DG : Monsieur Florian VIZET, né le 4 décembre 1991 à TOULON (83), de nationalité française, demeurant 8 Montée Jules Verne Immeuble La Tourville La Mollin 83000 TOULON.



AVIS DE
CONSTITUTION

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé daté à BEAUMONT en date du 29 août 2022, il a été constaté une société par actions simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :
DÉNOMINATION : L'UMMO ;
SIEGE SOCIAL : Zone Artisanale Juge Guélin, BEAUMONT (74160) ;
OBJET :

- l'activité à titre commercial d'une activité de marchand de biens, et à ce titre, l'acquisition et la revente de tous biens immobiliers, fonds de commerce ou parts sociales ;
- l'achat de bâtiments, la rénovation, la reconstruction en vue de les revendre dans leur ensemble ou par lots suite à un découpage, être ou en état de futur achèvement ;
- l'achat de terrains et l'édification de constructions neuves en vue de les revendre, être ou en état de futur achèvement ;

- l'achat, la vente, la prise à bail la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet semblable au contraire ;

- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

CAPITAL : 10 000 euros

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées et de l'inscription des livres au nom de l'associé, au jour de l'assemblée, dans les comptes de titres tenus par la société.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT : Toutes les cessions d'actions à des tiers avant leur admission à l'agrément des associés.

PRÉSIDENT :
- Monsieur Mehdi ANDRIC, demeurant 82 chemin de Ravoir, FEIGÈRES (Haute Savoie) ;
IMMATRICULATION : Au registre du commerce et des sociétés de THONON-LES-BAINS.

Pour avis, le président

Pour avis, le président

Légale
express

Votre nouveau site
d'annonces légales

legale.express.fr

Votre
annonce légale
en quelques clics
seulement



LES +

ATTENTION

DISPONIBLE DE SUITE

Des journaux habilités
annonces légales
à votre service

Le Messager
L'Essor
L'Union
L'Indépendant

Vu pour être soumis à l'enquête
préalable à la déclaration d'U.P
parcellaire prescrite par arrêté

Années légales du Messager

A _____ Le
Le Maire,

REGIMES MATRIMONIAUX

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Servant acte reçu par Me Benoît GRANGE, notaire à SALLANCHES, CRPCEP 74026, le 19/08/2022, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

Monsieur Remy BORMI, et Madame Henriette Joséphine Raymonde GASS, ses époux, demeurant à NEVEGE (74100), 410 Route Nationale ;
Monsieur né à ARMEVO (ITALIE) le 15 octobre 1925 ;
Madame née à HANTES (44000) le 4 février 1927.

Les opérations des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion
Le notaire.

CHANGEMENT partiel
DE REGIME MATRIMONIAL

Servant acte reçu par Maître François PERSON, Notaire Associé de la Société par Actions Simplifiée « PERSON SCOPART PETITPAS MAAS NOTAIRES », Bureau d'un Office Notarial à la résidence de PUBLIER (74500), CRPCEP 74107, le 2 septembre 2022, a été conclu l'aménagement partiel de régime matrimonial par ajout d'un avantage entre époux ne prenant effet qu'en cas de décès de l'un d'eux : attribution intégrale de la communauté au survivant.

ENTRE :
Monsieur Marcel Arsène ARANDEL, Retraité, et Madame Michèle Pierrette PEILLEX, Retraité, demeurant ensemble à PUBLIER (74500) 775 route du Vieux Molay LES SELEIMES.

Monsieur est né à VINZIER (74500) le 17 février 1948 ;
Madame est née à VINZIER (74500) le 11 août 1954 ;
Mariés à la mairie de VINZIER (74500) le 12 juin 1971 sous le régime de la communauté d'acquies à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.
Les opérations des créanciers à ce changement partiel, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion
Le notaire.

VENTES AUX ENCHERES

ALBERT H. HOLY
Commissaire Priseur Judiciaire et Nébilité
Tel: 04.50.26.27.16 - Agrément 2002-324

VENTES AUX ENCHERES PUBLIQUES
www.interencheres.com/74002

VENDREDI 16 SEPT. A 11 H. 248 rue Ingénieur Sanssoube à 74800 LA ROCHE / FORON.
Après liquidation judiciaire SARL LB TP. TRACTEUR AGRICOLE KUBOTA M 7171
présumé 2018, Cabane de chantier. Expo 1/2 h avant la vente. Possibilité de participation en LIVE.

SAISON 17 SEPT. A 9 H 30 - EN LIVE et depuis l'édifice des Ventes du Léman, 28 rue du Parnassus à 74000 THONON : VEHICULES UTILITAIRES ex VP daté Peugeot 2008 de 2015 - Machines à bois - Aménagement magasin et salon colléto - Contenus de maisons (Jardins Claude Pompidou) - Licence Liv. Expo 1h avant la vente

MARCHES PUBLICS - PROCEDURE ADAPTEE



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

MAIRE D'ANDILLY
M. Vincent HUMBERT - Maire
38 Chemin du Champ de Foire
74390 ANDILLY
Tél. 04 50 44 21 43
SIRET 21740005200011
Références adjudicatoire : 2022-TRA-01

L'avis implique un marché public
Objet : Reconstruction de l'ancienne Maison nobie dite Guizot du XVIIIème siècle en Maison du Patrimoine et de l'Histoire

Procédure Procédure adaptée
Forme du marché : Prestation désignée en lots : voir
Lot N° 1 - RECONSTRUCTION ANCIENNE CHAUFFAGE
Lot N° 2 - CHARPENTE-COUVERTURE-ZINGURIE
Lot N° 3 - SERRURERIE
Lot N° 4 - CLOISURES EXTERIEURES ET INTERIEURES BOIS-OCCLUSION
Lot N° 5 - CLOISURES-DOUBLAGES
Lot N° 6 - PENTURE INTERIEURE
Lot N° 7 - REVETEMENTS DE SOLS SOLIPLES
Lot N° 8 - SERRURE-VENTILATION Ind B
Lot N° 9 - COURANTS FORTS-COURANTS FAIBLES-CHAUFFAGE Ind B

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération
20% Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mini-résumé technique
80% Prix

Rendez des offres : 23/09/2022 à 12h00 au plus tard
Envoi à la publication le : 29/09/2022

Les dépôts de pli doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour récupérer cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'architecte, déposer un pli, aller sur <http://www.rp74.fr>

Nous accueillons vos ANNONCES LEGALES

Vu pour être soumis à l'enquête
préalable à la déclaration d'U.P
parcellaire prescrite par arrêté

52 FOIS PAR AN

Vu par le commissaire-Enquêteur

Années légales du Messager

A _____ Le
Le Maire,

AFFICHAGE EN MAIRIE DE LA MURAZ

des notifications d'ouverture d'enquête (tableau récapitulatif)

**Réitération de l'utilité publique et détermination des parcelles à acquérir par le
SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE pour la création
des périmètres de protection des captages d'eau de « Chez Donat », « La Joie »,
« Les Vernes », situés sur la commune de LA MURAZ, et des « Forages de
Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER**

PERIMETRE IMMEDIAT

Terrier	Nom	Dernière adresse	Parcelles concernées	Captage
M00022	M. MUGNIER Marcel	9 chemin Montagne 1224 CHENE BOUGERIES SUISSE	C101	Forages de Scientrier (Scientrier)
G00117	M. GYGER Lucien Jesse	44 avenue des Alpes LAUSANNE SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
G00117	M. GYGER Marcel Georges	44 avenue des Alpes LAUSANNE SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
G00117	Mme GYGER Odile Mélanie	44 avenue des Alpes LAUSANNE SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
G00117	SUCCESSION de GAILLAND Louise Veuve de ULMANN	Par Mme DECRAUSAZ Nicole 27 La Mottaz 1143 APPLES SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
G00117	M. ULMANN Michel Pierre Epoux de HANSFORD Marina	14 chemin du Taxeroz Blonay 1807 SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
G00117	Mme ULMANN Nicole Epouse de DECRAUSAZ Jean-Luc	26 La Mottaz 1143 APPLES SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
M00185	M. MEDEVAND Paul François Célestin Epoux de ROSSET Denise	475 route de Bellecombe 74800 ETEAUX	E1841	La Joie (La Muraz)
M00185	M. MEDEVAND Paul François Célestin Epoux de ROSSET Denise	475 route de Bellecombe 74800 ETEAUX	E1852	Les Vernes (La Muraz)

Affiche du 01/08/2022
au 07/10/2022
Le Maire, Nadine PERINET



PERIMETRES DE PROTECTION

SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE DES NOTIFICATIONS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE

Je soussigné Nadine PERINET Maire de la commune de LA MURAZ, certifie avoir procédé à l'affichage des notifications destinées à toucher les propriétaires de l'opération suivante :

Réitération de l'utilité publique et détermination des parcelles à acquérir par le SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE pour la création des périmètres de protection des captages d'eau de « Chez Donat », « La Joie », « Les Vernes », situés sur la commune de LA MURAZ, et des « Forages de Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER

Enquêtes conjointes préalable à la DUP et parcellaire

Ces notifications concernent :

PERIMETRE IMMEDIAT

Terrier	Nom	Dernière adresse	Parcelles concernées	Captage
M00022	M. MUGNIER Marcel	9 chemin Montagne 1224 CHENE BOUGERIES SUISSE	C101	Forages de Scientrier (Scientrier)
G00117	M. GYGER Lucien Jesse	44 avenue des Alpes LAUSANNE SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
G00117	M. GYGER Marcel Georges	44 avenue des Alpes LAUSANNE SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
G00117	Mme GYGER Odile Mélanie	44 avenue des Alpes LAUSANNE SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
G00117	SUCCESSION de GAILLAND Louise Veuve de ULMANN	Par Mme DECRAUSAZ Nicole 27 La Mottaz	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)

Terrier	Nom	Dernière adresse	Parcelles concernées	Captage
		1143 APPLES SUISSE		
G00117	M. ULMANN Michel Pierre Epoux de HANSFORD Marina	14 chemin du Taxeroz Blonay 1807 SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
G00117	Mme ULMANN Nicole Epouse de DECRAUSAZ Jean-Luc	26 La Mottaz 1143 APPLES SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
M00185	M. MEGEVAND Paul François Célestin Epoux de ROSSET Denise	475 route de Bellecombe 74800 ETEAUX	E1841	La Joie (La Muraz)
M00185	M. MEGEVAND Paul François Célestin Epoux de ROSSET Denise	475 route de Bellecombe 74800 ETEAUX	E1852	Les Vernes (La Muraz)

Cet affichage a été effectué en mairie de LA MURAZ
du 14/08/2022 au 07/10/2022

Fait à LA MURAZ,
le 08/10/2022

Le Maire
Nadine Perrin



PERIMETRES DE PROTECTION**SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE
BELLECOMBE****CERTIFICAT D’AFFICHAGE DEPOSE EN MAIRIE DE LA MURAZ**

Je soussignée Nadine PERINET, Maire de la commune du
LA MURAZ, certifie que l'arrêté de Monsieur le Préfet du Département de la
HAUTE-SAVOIE en date du 29/06/2022, ordonnant
l'ouverture de l'enquête préalable pour la réitération de l'utilité publique et
l'enquête parcellaire conjointe pour les captages d'eau de « Chez Donat »,
« La Joie », « Les Vernes », situés sur la commune de LA MURAZ, et des
« Forages de Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER, a été
publié le 1^{er} 08/2022 dans la commune de LA MURAZ et affiché à la
porte de la Mairie.

Fait à LA MURAZ

le 7/10/2022 (date de clôture d'enquête)

(cachet de la mairie)

Le Maire,
Nadine PERINET



PERIMETRES DE PROTECTION

SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE DES NOTIFICATIONS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE

Je soussigné *Madame DEAGE Patricia*....., Maire de la commune de SCIENTRIER, certifie avoir procédé à l'affichage des notifications destinées à toucher les propriétaires de l'opération suivante :

Réitération de l'utilité publique et détermination des parcelles à acquérir par le SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE pour la création des périmètres de protection des captages d'eau de « Chez Donat », « La Joie », « Les Vernes », situés sur la commune de LA MURAZ, et des « Forages de Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER

Enquêtes conjointes préalable à la DUP et parcellaire

Ces notifications concernent :

PERIMETRE IMMEDIAT

Terrier	Nom	Dernière adresse	Parcelles concernées	Captage
M00022	M. MUGNIER Marcel	9 chemin Montagne 1224 CHENE BOUGERIES SUISSE	C101	Forages de Scientrier (Scientrier)
G00117	M. GYGER Lucien Jesse	44 avenue des Alpes LAUSANNE SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
G00117	M. GYGER Marcel Georges	44 avenue des Alpes LAUSANNE SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
G00117	Mme GYGER Odile Mélanie	44 avenue des Alpes LAUSANNE SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
G00117	SUCCESSION de GAILLAND Louise Veuve de ULMANN	Par Mme DECRAUSAZ Nicole 27 La Mottaz	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)

Terrier	Nom	Dernière adresse	Parcelles concernées	Captage
		1143 APPLES SUISSE		
G00117	M. ULMANN Michel Pierre Epoux de HANSFORD Marina	14 chemin du Taxeroz Blonay 1807 SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
G00117	Mme ULMANN Nicole Epouse de DECRAUSAZ Jean-Luc	26 La Mottaz 1143 APPLES SUISSE	E1842 E1845	La Joie (La Muraz)
M00185	M. MEGEVAND Paul François Célestin Epoux de ROSSET Denise	475 route de Bellecombe 74800 ETEAUX	E1841	La Joie (La Muraz)
M00185	M. MEGEVAND Paul François Célestin Epoux de ROSSET Denise	475 route de Bellecombe 74800 ETEAUX	E1852	Les Vernes (La Muraz)

Cet affichage a été effectué en mairie de SCIENTRIER
du 16/08/2022 au 10/10/2022---

Fait à SCIENTRIER,
le 13/10/2022---

Le Maire



PERIMETRES DE PROTECTION

SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE

CERTIFICAT D’AFFICHAGE DES NOTIFICATIONS D’OUVERTURE D’ENQUETE PUBLIQUE

Je soussigné, David RATSIMBA, Maire de la commune de ETEAUX, certifie avoir procédé à l’affichage des notifications destinées à toucher les propriétaires de l’opération suivante :

Réitération de l’utilité publique et détermination des parcelles à acquérir par le SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE pour la création des périmètres de protection des captages d’eau de « Chez Donat », « La Joie », « Les Vernes », situés sur la commune de LA MURAZ, et des « Forages de Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER

Enquêtes conjointes préalable à la DUP et parcellaire

Ces notifications concernent :

PERIMETRE IMMEDIAT

Terrier	Nom	Dernière adresse	Parcelles concernées	Captage
M00185	M. MEGEVAND Paul François Célestin Epoux de ROSSET Denise	475 route de Bellecombe 74800 ETEAUX	E1841	La Joie (La Muraz)
M00185	M. MEGEVAND Paul François Célestin Epoux de ROSSET Denise	475 route de Bellecombe 74800 ETEAUX	E1852	Les Vernes (La Muraz)

Cet affichage a été effectué en mairie de ETEAUX
du 01/08/2022 au 07/10/2022

Fait à ETEAUX,
le 11/10/2022

Le Maire,
David RATSIMBA.

